



INSTITUT  
POUR LA JUSTICE  
CITOYENS POUR L'ÉQUITÉ

Paris, le 27 novembre 2017

## Des réductions de peine désarmantes...

L'Institut pour la Justice, think tank citoyen œuvrant pour une justice plus protectrice des citoyens et plus équitable à l'égard des victimes, **apprend avec inquiétude l'initiative menée au centre pénitentiaire de Baie-Mahault, révélée dans le Parisien de ce jour, qui consisterait à accorder des crédits de réduction de peine supplémentaires aux détenus choisissant de remettre leurs armes.**

Si le fléau des armes mérite évidemment, comme celui des autres objets illicites circulant en détention, des réponses fermes et concrètes de l'administration en ce qu'il nuit gravement à la sécurité des détenus et à celle du personnel pénitentiaire, une telle initiative n'apparaît cependant pas exempte de risques importants.

Outre le fait qu'elle constitue un **terrible aveu d'impuissance de l'État face aux violences carcérales**, elle pourrait hélas être également perçue par certains détenus comme une **forme d'appel à la fabrication d'armes artisanales pour bénéficier de crédits de réduction de peine.**

L'Institut pour la Justice appelle donc la garde des Sceaux à mettre fin à cette initiative dangereuse tout en veillant bien sûr à doter le parquet de Guadeloupe et l'administration pénitentiaire de moyens suffisants pour lutter autrement, mais efficacement, contre ce fléau des armes en détention.

Contact presse : Arnaud Beck, 06 98 76 58 58

---

L'Institut pour la Justice est une association loi 1901 qui fédère des centaines de milliers de citoyens ; c'est aussi un think tank qui regroupe des juristes, des praticiens du droit et des criminologues. Son objectif est de promouvoir une justice plus protectrice pour les citoyens et plus équitable vis-à-vis des victimes. Son indépendance est garantie par son refus de toute subvention publique ou privée, ses actions étant financées par ses 50 000 membres donateurs. Créé en 2007, l'Institut pour la Justice s'est fait connaître du grand public par son Pacte 2012, signé par plus de 1 700 000 internautes.